

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 01/03/2023

Introduction

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

La proposition formulée de retenir la valeur correspondant au palier technique le plus proche, soit 9 kVA pour le calcul de la puissance demandée et 6 kVA pour le calcul de la puissance totale de l'infrastructure pour un raccordement de 7,4 kVA ne semble pas pertinente, cela conduit à un surenchérissement artificiel de la contribution mise à la charge des propriétaires.

En effet, la puissance la plus commune des bornes de recharge en copropriété vendue par les adhérents de COEDIS étant 7,4 kW, il nous paraîtrait plus pertinent de retenir 7,4 kVA dans les 2 cas.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Les adhérents de COEDIS ne sont pas en mesure de répondre à cette question.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Le coefficient de 0,4 semble pertinent compte-tenu des données actuelles. Il pourrait être réévalué au cours du temps en fonction du retour d'expérience mais mettre en place des coefficients décroissants entraînerait une complexité pour les clients des adhérents de COEDIS qui ne paraît pas nécessaire à ce stade.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Êtes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

La méthode d'obtention des seuils paraît satisfaisante, en revanche la moyenne des coûts obtenue dans les 34 affaires prises en comptes dans le calcul semble très élevée et peu représentative selon l'expérience des adhérents de COEDIS (plus proche de 150 € que de 276 € après réfaction).

Le fait de ne pas dissocier les parkings intérieurs et extérieurs peut être incitatif pour les parkings extérieurs, mais la valeur de la contribution obtenue ne doit pas être telle que le recours au décret soit dissuasif pour les parkings intérieurs.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Comme annoncé dans la réponse précédente, les adhérents de COEDIS estiment que les niveaux des seuils obtenus paraissent trop élevés. Cela ne permet pas aux clients des adhérents de COEDIS de proposer une solution en copropriété acceptable par le marché.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

Il ne semble pas opportun de majorer ces seuils pour les autres GRD. Cela viendrait complexifier une fois encore la compréhension des clients de nos adhérents.

Question 7 : Êtes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Oui.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Oui.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

Cela paraît pertinent, avec le même délai de 6 mois pour éviter toute distorsion de concurrence.

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

Non.